

Maxette Pirbakas, ancienne eurodéputée, condamnée pour détournement de fonds

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

28 juin 2024



Maxette Pirbakas (au centre photo), ex-eurodéputée, a été condamnée jeudi 27 juin à un an de prison avec sursis, 8 000 euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité, pour détournement de fonds au sein de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Guadeloupe, (FDSEA). Maxette Pirbakas est passée d'un parti d'extrême droite à l'autre en quittant le Rassemblement national qui l'avait fait élire en 2019 pour rejoindre Éric Zemmour en 2022.

Présidente de la FDSEA Guadeloupe de 2017 à 2019, Maxette Pirbakas a été reconnue coupable d'abus de confiance ainsi que de faux et usage de faux, pour avoir établi de fausses factures et détourné 57 800 euros pour

des dépenses personnelles.

Absente lors de son procès au tribunal de Pointe-à-Pitre, l'ancienne eurodéputée était représentée par son avocat, Christophe Accardo. Ce dernier a dénoncé une enquête bâclée. Il a déclaré que sa cliente conteste les accusations et fait appel de cette condamnation.

Au cours de l'enquête, les gendarmes de la section de recherche de Pointe-à-Pitre ont mis en lumière d'importants retraits en espèces (22 600 euros) sans justificatifs sur le compte bancaire de la FDSEA. Ainsi que des achats de billets d'avion, de vêtements, de soins cosmétiques et de coiffeur, sans lien apparent avec les activités du syndicat. Ces dépenses ont été effectuées entre 2017 et 2019.

De plus, plusieurs procès-verbaux du syndicat comportaient des signatures douteuses, attribuées à Maxette Pirbakas par les enquêteurs. Son avocat soutient qu'elle n'est pas responsable de ces détournements et qu'elle ne possédait pas la carte bancaire du syndicat.

La fin de son mandat de députée européenne a vu fleurir les démêlés judiciaires de Maxette Pirbakas. En parallèle de l'enquête sur ses activités à la FDSEA, elle a été condamnée le 30 avril à verser plus de 160 000 euros à un assistant parlementaire qu'elle n'avait pas payé pendant deux ans et demi. Elle a également fait appel de cette décision.

En septembre 2023, elle a été condamnée dans une autre affaire pour non-paiement de pension alimentaire. Elle fait également face à la plainte d'une autre collaboratrice parlementaire qui l'accuse de salaires non versés et de demandes de rétrocessions de 1 000 euros par mois.